

Dé-légitimation et harcèlement juridique: Le quatrième combat d'Israël

Par Emmanuel Navon

Communauté « Ohr Hahayim » (Montréal), 29 avril 2011

C'est un honneur pour moi de m'adresser à la Communauté « Ohr Hahayim. » Vous êtes l'exemple vivant d'un judaïsme sépharade qui a su garder sa spécificité et ses traditions, tout s'intégrant avec succès dans la société canadienne et en exprimant avec fierté son soutien et son attachement à Israël.

J'ai moi-même des racines juives marocaines dont je suis fier. Mon grand-père paternel, Joseph Mréjen ל"ר, était l'un des dirigeants de la communauté juive de Meknès. Il fonda une synagogue à Meknès, puis à Haïfa en Israël. Et mon fils aîné, qui avec ses cheveux roux, ses taches de rousseur et ses yeux bleus ressemble à tout sauf à un séfarade, apprend sa Parasha pour sa bar-mitzvah avec les טעמים du Maroc. Et son tuteur pour l'étude de sa Parasha n'est pas un rabbin mais un policier.

C'est cela le miracle d'Israël : dans quel autre pays au monde avez-vous un policier qui enseigne la lecture de la Parasha avec les טעמים marocains à un sabra qui ressemble à un Irlandais ?

Mais revenons au Canada. Ce n'est pas seulement un plaisir d'être parmi vous. C'est aussi un plaisir de me trouver dans un pays dont le Premier Ministre a déclaré récemment que « Ceux qui menacent l'existence du Peuple juif sont une

menace pour nous tous. » et que « l'existence et la persistance de la patrie juive sont un signe d'espérance pour nous tous. »

Aussi bien votre communauté que votre Premier Ministre sont exceptionnels. Malheureusement, cela signifie également que vous êtes une exception.

La plupart des dirigeants dans le monde aujourd'hui ne partagent pas le courage et la clarté morale de Stephan Harper concernant Israël. Et de nombreuses communautés juives de Diaspora ne soutiennent pas Israël avec autant d'enthousiasme que dans le passé.

Cela va peut-être vous surprendre, mais beaucoup d'Israéliens eux-mêmes ne soutiennent pas leur pays avec autant de fermeté que dans le passé. La foi de notre peuple dans la justesse de sa cause n'est pas aussi forte qu'elle ne l'était il y a une génération. Et cela constitue la plus grande menace au futur d'Israël –plus que le programme nucléaire iranien ou les missiles du Hezbollah.

C'est pourquoi j'ai décidé cette année de mettre certaines de mes activités professionnelles de côté pour défendre Israël dans le monde, parce que je suis inquiet de l'avenir de mon pays et de mon peuple. Et ce qui m'inquiète le plus, ça n'est pas nos ennemis extérieurs. Ce sont nos ennemis de l'intérieur.

Je suis ici ce soir pour vous parler de deux types de menaces, et pour vous expliquer ce que vous pouvez faire pour aider à la défense d'Israël. La première menace, c'est la dé-légitimation d'Israël par nos ennemis. La deuxième menace

est la dé-légitimation d'Israël par les Juifs eux-mêmes. Pour contrer ces deux menaces et émerger victorieux, Israël a besoin de vous.

En 63 années d'indépendance, Israël a accompli quelque chose sans précédent dans l'histoire moderne. Bien que dépassé en nombre par ses ennemis, Israël a toujours gagné sur le champ de bataille. Israël a préservé sa démocratie et son respect des droits de l'homme malgré un état de guerre et de terrorisme permanents. Israël a transformé une province délabrée et délaissée de l'Empire ottoman en l'une des économies les plus dynamiques et les plus développées au monde. Israël a forgé une nation cohérente et solidaire à partir de dizaines de groupes ethniques et linguistiques.

Donc Israël dépasse de très loin toutes les nations qui ont acquis leur indépendance depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais Israël dépasse aussi de très loin ces nations du fait de sa finalité, à savoir : préserver un peuple qui a été victime de génocide à cause de l'absence de pouvoir étatique, rebâtir un pays qui a été détruit pendant l'Antiquité, et faire renaître une culture qui est le pilier de la Civilisation occidentale.

Quel paradoxe, et quelle ironie, que c'est justement ce pays (et uniquement ce pays) dont la légitimité et le droit d'exister soient remis en cause.

Je sais que les gens qui combattent Israël ou qui remettent en cause son droit d'exister disent qu'ils ne font que réagir à la politique d'Israël.

Si tel est le cas, comment se fait-il que ceux qui harcèlent Israël n'ont rien à redire sur l'occupation du Tibet par la Chine, sur l'occupation de Chypre par la Turquie, sur l'occupation du Sahara occidental par le Maroc, ou sur le fait que les Kurdes n'ont pas leur État ?

Pourquoi ceux qui s'opposent à la barrière de sécurité construite par Israël pour protéger ses citoyens ne s'opposent pas à la barrière que les États-Unis construisent à leur frontière avec le Mexique, ou à la barrière que la Turquie a construite dans l'île de Chypre occupée ?

Pourquoi ceux qui accusent Israël de crimes de guerre à Gaza ferment les yeux sur les dérapages des actions militaires de l'OTAN en Afghanistan, et qu'ils font l'éloge du massacre des Tamils par le Gouvernement sri-lankais ?

Pourquoi ceux qui qualifient l'IRA en Irlande ou l'ETA en Espagne d'organisations terroristes décrivent le Hamas et le Hezbollah comme des partis politiques ?

Pourquoi le soi-disant Conseil de Droits de l'Homme de l'ONU, qui est dominé par des pays qui violent les droits de l'homme, ne cesse d'accuser Israël de violation de droits de l'homme mais n'a jamais rien à dire à propos de pays tels que la Soudan, la Chine, ou l'Arabie saoudite ?

Et pourquoi la critique légitime de la politique d'Israël doit-elle toujours dégénérer en une remise en cause du droit d'Israël à exister ?

Pourquoi ? Je vais vous dire pourquoi. Parce que la remise en cause du droit d'Israël à exister (ce que l'on appelle la dé-légitimation) ou le harcèlement juridique d'Israël (ce que l'on appelle le « lawfare ») font partie d'une politique délibérée.

C'est ce que j'appelle le quatrième combat d'Israël.

Le premier combat était militaire. Depuis son indépendance, Israël a été attaqué et combattu sur le champ de bataille par des ennemis redoutables. Mais toutes les tentatives de détruire Israël par le glaive ont échoué.

Nos ennemis ont alors essayé de nous étouffer économiquement en boycottant les sociétés israéliennes. Cette tentative a également échoué. Tandis que les économies arabes sont des échecs, l'économie israélienne est la merveille du 21^e siècle.

La troisième tentative a constitué à briser le moral de la société israélienne par le terrorisme. Or la société israélienne a survécu le terrorisme avec héroïsme et *Tsahal* a fini par avoir raison de nos ennemis.

Non pas que nos ennemis aient abandonné la guerre, le boycott et le terrorisme. Ils continuent d'être très actifs dans ces trois domaines. Mais ils comprennent

aujourd'hui que ces types de combats ne leur apporteront pas la victoire –bien qu'une bombe nucléaire iranienne pourrait complètement changer la donne on ושלום.

Le quatrième combat consiste à convaincre le monde qu'Israël est un État criminel et un produit du colonialisme, avec l'espoir que le monde finira par déclarer Israël une *persona non grata* de la communauté internationale.

Malheureusement, cette campagne de diabolisation et de dé-légitimation porte ses fruits. Les Israéliens sont très forts en stratégie militaire, en innovation technologique et en endurance face aux dangers. Mais, comme vous l'avez sans doute remarqué, ils sont très mauvais en communication.

Mais il y a pire. Certains Israéliens eux-mêmes prennent part aux campagnes de dé-légitimation et de « lawfare. » Et donc, si nous voulons gagner le quatrième combat, il faut qu'Israël et les Juifs de Diaspora forment un front uni.

Que nous l'appelions dé-légitimation, « lawfare » ou guerre médiatique, le quatrième combat sera fatal à Israël si nous ne le comprenons pas et, bien sûr, si nous ne le gagnons pas.

La raison pour laquelle je parle de « quatrième combat » est que ce combat fait partie de la quatrième génération de la guerre, un concept développé par la revue américaine *Marine Corps Gazette* dans un article publié en 1989. La thèse principale de cet article était que les mouvements et pays qui sont faibles

militairement mais très motivés idéologiquement essaieront de vaincre l'Occident par la psychologie plutôt que par la technologie.

Contrairement aux générations précédentes de la guerre, la quatrième génération de la guerre ne cherche pas à vaincre l'ennemi militairement. La guerre de quatrième génération consiste à convaincre l'ennemi, par le biais de la propagande, qu'il ne peut pas gagner, et de convaincre le monde que l'agresseur est la victime et que la victime est l'agresseur. Et de la même manière que la guerre mécanisée a été rendue possible par les tanks et les avions de combat, la guerre médiatique a été rendue possible par la télévision et l'internet.

La quatrième génération de la guerre n'est pas une simple théorie. Des exemplaires de l'article de 1989, que je viens de mentionner, furent retrouvés par les troupes américaines dans les grottes de Bora-Bora, qui servaient de refuge aux forces d'Al-Qaïda en Afghanistan. En février 2002, Abu Ubeid al-Qurashi, l'un des proches associés d'Ossama Ben-Laden, déclara qu'Al-Qaïda a adopté la stratégie de la guerre de quatrième génération, et que le but de cette stratégie est de porter atteinte au moral des soldats et des civils parmi les populations ennemies. Dans ce type de guerre, les écrans de télévision sont considérés aussi sinon plus puissants que les tanks.

Nous devons gagner cette guerre parce qu'Israël est de plus en plus perçu comme un Etat criminel et illégitime, et parce que les génocides sont toujours précédés par des campagnes de dé-légitimation et de diabolisation parmi les populations ciblées. En Allemagne nazie, les Juifs étaient décrits comme des ennemis de

l'intérieur et comme de la vermine. Au Rwanda, les Tutsis étaient dénommés « cafards. » En Irak, Saddam Hussein qualifia les Kurdes de singes avant de les tuer à l'arme chimique. Aujourd'hui, le président iranien appelle Israël un « cancer. » Et de plus en plus de gens à travers le monde sont d'accord avec lui.

La diabolisation et la diffamation d'Israël ne sont pas un phénomène nouveau. Pendant la première guerre du Liban, l'OLP compara Israël aux Nazis et les Palestiniens du Liban aux Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Et c'est effectivement ainsi que de nombreux journalistes européens décrivirent le conflit.

Avec le déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000, l'OLP et ses alliés déclenchèrent une guerre médiatique contre Israël. D'abord, il y eut l'accusation de meurtre rituel orchestrée par l'affaire Al-Dura, un montage télévisé fabriqué par le journaliste palestinien Talal abu-Rahma, et diffusé par la chaîne française de télévision France 2. Puis il y eut la Conférence de Durban en septembre 2001, qui fut manipulée pour dépeindre Israël comme un pays colonialiste et d'apartheid.

Le but de la mise en scène d'Al-Dura était de peindre Israël comme un pays qui tue des enfants intentionnellement. Et cette diffamation a porté ses fruits.

La chaîne de télévision Al-Jazeera repassa les images de la scène d'Al-Dura pendant plusieurs jours, et l'image de l'enfant devint l'emblème de la chaîne. Ces images eurent un effet électrifiant dans le monde arabe. Lorsqu'Osama Ben-Laden fit une vidéo de recrutement avant le 11 septembre, il consacra une section

spéciale à Muhamad Al-Dura, en expliquant que les Israéliens, en tuant l'enfant, tuèrent chaque enfant musulman dans le monde. Lorsque les Talibans décapitèrent Daniel Pearl en face d'une caméra, ils le firent avec une image de Muhamed Al-Dura en toile de fond, pour bien signifier que la décapitation de Daniel Pearl était une vengeance.

Quant à la conférence de Durban, son affirmation absurde qu'Israël est un État colonialiste et raciste est devenue une idée répandue et acceptée en Occident, tant sur les campus universitaires que parmi les journalistes.

Le résultat n'est pas une simple nuisance, mais un véritable danger.

Ces dernières années, les hommes politiques et officiers israéliens sont menacés par des mandats d'arrêt internationaux pour crimes de guerre dans des pays comme la Grande Bretagne. Les campagnes de désinvestissement et de boycott des produits israéliens se répandent à travers l'Europe. Les officiels israéliens ne peuvent plus parler sur les campus américains. Sur les campus européens, ils sont souvent attaqués physiquement.

Certains parlementaires européens en appellent à l'annulation de l'accord d'association signé entre Israël et l'Union européenne en 1995. Dans de nombreux cercles intellectuels européens, il est devenu politiquement incorrect de ne pas remettre en cause la légitimité d'Israël.

La stratégie de dé-légitimation et de « lawfare » est fondée sur trois messages :

1. Israël est criminel. Il ne se défend pas, mais attaque des gens sans défense et tue intentionnellement des innocents.
2. Israël est raciste. Comme l'Afrique du Sud pendant l'Apartheid, Israël promeut un modèle social ségrégationniste.
3. Israël est colonialiste. Il n'y a aucun lien historique entre les Juifs et la Palestine.

Si Israël est criminel, raciste, et colonialiste, il est illégitime et n'a pas le droit d'exister. Il faut donc l'isoler, le mettre au ban des nations et faire pression sur lui jusqu'à ce qu'il cède sur sa propre existence. Et s'il résiste, alors le président iranien ne fait que promouvoir la justice en appelant à la destruction d'Israël.

La « lawfare » limite sérieusement la capacité d'Israël à se défendre.

En 2004, la Cour Internationale de Justice publia un avis remettant en cause le droit d'Israël à construire une barrière de sécurité, mais la même Cour ne prit pas en compte la vague d'attentats terroristes qui poussèrent Israël à construire la barrière. La Cour Internationale de Justice alla jusqu'à nier le fait que le droit à la légitime défense (tel que reconnu dans l'article 51 de la Charte des Nations Unies) s'applique lorsque des attentats terroristes sont perpétrés contre Israël.

Après le retrait unilatéral israélien de la Bande de Gaza en 2005, les citoyens israéliens devinrent les victimes de tirs de missiles quotidiens en provenance de la Bande de Gaza. Ces tirs causèrent de nombreuses victimes, des morts, des

blessés et des dégâts matériels. Et pourtant, lorsqu'Israël engagea une campagne militaire pour mettre fin à ces attaques contre ses citoyens, la guerre médiatique et la lawfare tentèrent d'empêcher Israël de se défendre.

D'où le Rapport Goldstone de septembre 2010, qui accuse Israël, sans aucune preuve à l'appui, d'avoir intentionnellement tué des civils innocents.

Le but du Rapport Goldstone est de nier à Israël son droit à la légitime défense.

Plus récemment, en mai 2010, la marine israélienne a accosté une flottille turque de six bateaux venus briser le blocus maritime de la Bande de Gaza. Ce blocus fut instauré en réponse aux tirs de roquettes lancés par le Hamas contre les civils israéliens depuis 2001. Autoriser l'accès incontrôlé à la Bande de Gaza par la mer aurait permis à l'Iran de livrer des roquettes lourdes dans la Bande de Gaza.

Les blocus maritimes sont une forme de légitime défense reconnus par le droit international. L'OTAN décréta un blocus maritime contre la Yougoslavie pendant la guerre de Bosnie, et le Conseil de Sécurité de l'ONU plaça l'Irak sous blocus maritime après l'invasion du Koweït par l'Irak.

Lorsque l'armée de mer israélienne accosta le bateau *MV Marmara*, nos soldats furent attaqués et lynchés. Nos soldats n'ont ouvert le feu sur leurs agresseurs que pour protéger leurs vies. Et pourtant, Israël a été condamné tandis que personne n'a rappelé la Turquie à l'ordre pour avoir envoyé une organisation terroriste (le IHH) pour laisser des armes iraniennes pénétrer la Bande de Gaza.

Par ailleurs, les ONG pro-Islamiques exploitent les lacunes des systèmes juridiques occidentaux pour prendre des mesures légales contre des hommes politiques et officiers israéliens en visite en Europe, les accusant de crimes de guerre et de violation des droits de l'homme. D'où les mandats d'arrêt internationaux contre Tzipi Livni et Ehud Olmert à Londres.

Ces ONG extrémistes exploitent cyniquement la rhétorique des droits de l'homme et le principe de juridiction universelle, qui furent à l'origine adoptés en Occident pour traîner en justice des criminels de guerre, même lorsque leurs crimes furent commis en dehors des pays où ils sont poursuivis.

Le combat juridique contre Israël a pour but de lier les mains de Tsahal en présentant tout acte de légitime défense d'Israël comme un crime contre l'humanité. Malheureusement, les buts de cette campagne ont été majoritairement atteints.

Le deuxième aspect du « quatrième combat » est la dé-légitimation. Tandis que la « lawfare » tente de présenter les actes israéliens de légitime défense comme des crimes, la dé-légitimation tente de présenter l'existence même d'Israël comme une erreur. L'idée est de dire qu'il n'y a pas de peuple juif et que les Juifs n'ont aucun lien historique avec la Palestine.

Pendant les négociations de Camp David en juillet 2000, Arafat choqua le Président Clinton et la délégation israélienne en affirmant qu'il n'y avait jamais eu

de Temple à Jérusalem. Ceci est devenu un mythe palestinien qui a été repris publiquement par Mahnoud Abbas, par Saeb Erekat, et par Yasser Abd Rabbo. Tandis que l'Autorité palestinienne nie officiellement l'existence du Temple de Jérusalem, elle détruit systématiquement les archives archéologiques témoignant de l'existence du Temple, et ce par des actes de vandalisme archéologique menés depuis 1996.

En novembre 2008, le Premier Ministre palestinien Salam Fayyad s'adressa à une convention interreligieuse organisée par l'ONU. Il parla du passé musulman et chrétien de Jérusalem mais évita soigneusement de parler de son passé juif.

En mars 2010, le Premier Ministre turc Erdogan affirma dans le journal saoudien *al-Watan* que le Tombeau des Patriarches à Hébron et le tombeau de Rachel à Bethléem ne sont pas des sites juifs mais des sites musulmans. En octobre 2010, l'UNESCO déclara que le tombeau de Rachel est une mosquée. En novembre 2010, le Ministre de l'Information de l'Autorité palestinienne affirma que le Mur des Lamentations est un site musulman sans aucun passé juif.

Ce négationnisme est un phénomène récent puisque l'Islam a toujours reconnu le passé juif de Jérusalem (à commencer par le fait que le nom d'origine de Jérusalem en Arabe est *Bait Al-Maqdis*, qui est une translittération de l'Hébreu *Beit Hamikdash*, ce qui signifie « Le Temple »). Et ce négationnisme musulman est maintenant relayé par les Églises.

En 2008, le Conseil mondial des Églises publia un communiqué enjoignant les Chrétiens à lire les références bibliques à Israël en termes purement métaphoriques. Quelques mois plus tard, l'Archevêque des Melquites grecques, Cyril Salim Bustros, déclara que le concept biblique de Terre promise « ne saurait être interprété comme un retour des Juifs en Israël, » et que la promesse faite aux enfants d'Israël « a été annulée par le Christ. »

Bien entendu, les tentatives de délégitimer, de diaboliser, et de criminaliser Israël ne sont pas nouvelles. Pendant la Guerre froide, la propagande arabe et soviétique tenta de dépeindre Israël comme un agresseur pathologique et le sionisme comme un mouvement raciste (d'où la résolution de l'ONU de 1975 définissant le sionisme comme une forme de racisme, résolution qui fut initiée par l'Union soviétique et par les pays arabes). Et pour le Vatican, la renaissance d'Israël fut toujours une grosse couleuvre à avaler.

Ce qui est nouveau et inquiétant c'est la source de la dé-légitimation et la lawfare aujourd'hui, et ce qu'elles ont été capables de réaliser. La source de la dé-légitimation et de la « lawfare » n'est évidemment plus l'Union soviétique. La source de la dé-légitimation et de la « lawfare » aujourd'hui est l'Europe et même Israël.

En Angleterre, en Scandinavie et en Belgique, l'assaut contre Israël a pénétré les principaux courants du discours politique, dans les universités, sur Internet, et dans les médias. Faisal Bodi, un sympathisant du Hamas qui dit qu'Israël ne devrait pas exister, a une colonne dans le *Guardian* et un programme sur la BBC.

Hizb tu-Tahrir, une branche des Frères musulmans, est illégale en Égypte, en Jordanie et au Pakistan, mais a été invitée par la Chambre des Communes britannique.

Les organisations qui en appellent au boycott des produits israéliens ne font pas la différence entre la Judée-Samarie et l'Israël d'avant 1967. La branche des Frères musulmans en Grande-Bretagne, qui mène la campagne de boycott des produits israéliens, nie le droit d'Israël à exister, quelles que soient ses frontières. Quant à l'organisation d'extrême-gauche « Stop the War Coalition » en Angleterre, elle en appelle au démembrement d'Israël.

Donc le mouvement BDS (Boycott, Divestment, Sanctions) en Europe n'a rien à voir avec les frontières, avec la paix, ou avec les droits de l'homme. Son but est de remettre en cause le droit d'Israël à exister.

Il a fallu le Rapport Goldstone pour qu'Israël comprenne enfin que la délégitimation et la « lawfare » ne sont pas un simple concours de relations publiques. Malheureusement, non seulement Israël n'a pas de stratégie et de plan d'attaque pour gagner la guerre de quatrième génération. Mais ce qui est encore pire, c'est que certains Israéliens eux-mêmes prennent part à la campagne de délégitimation et de « lawfare » contre Israël.

Avraham Burg, un ancien Président de la Knesset et de l'Agence juive, dit aujourd'hui que définir Israël comme un État juif est une abomination. Il en appelle à l'annulation de la Loi du Retour et donne des conférences à travers le monde pour dire qu'Israël est en train de devenir comme l'Allemagne nazie des années 1930.

Shlomo Sand, un professeur d'Histoire à l'Université de Tel-Aviv, dit qu'il n'y a pas de peuple juif et donc qu'il ne faut pas d'État juif. Nurit Peled-Elhanan, du département de sociologie à l'Université hébraïque de Jérusalem, dit que Tsahal est dirigée par des criminels de guerre et par des assassins. Le professeur Neve Gordon de l'Université de Beer-Sheva et le professeur Rachel Giora de l'Université de Tel-Aviv mènent des campagnes internationales de boycott d'Israël.

Le cinéaste israélien Udi Aloni et l'un des leaders internationaux du mouvement BDS (Boycot, Divestment, Sanctions) contre Israël. L'artiste d'origine israélienne Dror Freiler a prit part à la flottille pro-Hamas en mai 2010. Et en décembre 2009, une exposition israélienne dans la ville de Holon dépeint Tsahal en train de bombarder des jardins d'enfants.

Ce phénomène ne se limite pas à des universitaires et des artistes extrémistes. Sachez que cet un fond israélien, le New Israel Fund, qui a financé 92% des organisations israéliennes qui ont témoigné contre Israël dans le Rapport Goldstone. Et c'est le même New Israel Fund qui finance les organisations (telles que Adalah et le Centre palestinien des droits de l'homme) qui poursuivent en justice les dirigeants israéliens en Europe.

Malheureusement, la liste est plus longue. Et le message est clair. Nous n'allons pas gagner la guerre de quatrième génération sans prendre en compte cette tendance juive à l'autodestruction et à la haine de soi. Et c'est là que les Juifs de Diaspora et Israël doivent unir leurs efforts. Nous avons besoin les uns des autres pour sauver Israël de lui-même.

Comment ? En aidant les sionistes à atteindre des positions de pouvoir en Israël. Si nous laissons les post- et les antisionistes dominer nos universités, notre système judiciaire et nos médias, Israël sera perdu.

Et je n'invente rien. L'une des grands pontes du droit israélien, le Professeur Menachem Mautner, explique dans son dernier livre *Droit et Culture en Israël au Seuil du 20^e Siècle* que les élites intellectuelles israéliennes ont perdu une partie de leur pouvoir avec la défaite électorale de la gauche en 1977. Ces élites ont découvert avec horreur que le judaïsme, qu'elles espéraient avoir relégué aux poubelles de l'Histoire avec le sionisme, est toujours important pour la plupart des Israéliens. Ayant perdu leur pouvoir par les élections, explique Mautner, les élites laïques israéliennes, ont tenté de le maintenir par le biais du pouvoir judiciaire.

Dans les années 1980 et 1990, la Cour suprême israélienne limita progressivement les prérogatives des pouvoirs exécutif et législatif pour s'attribuer le pouvoir de déterminer les valeurs de l'État et ses ressources.

Mautner admet lui-même que la meilleure façon de prévoir une décision de la Cour suprême est de lire des éditoriaux du journal *Haaretz*.

Le livre de Mautner n'est pas une théorie du complot, puisqu'il appartient lui-même à l'élite ultralibérale d'Israël et qu'il partage l'agenda politique de la Cour suprême. Il admet simplement que l'activisme judiciaire de la Cour suprême a pour but de maintenir un pouvoir perdu aux urnes. Et Mautner se lamente du fait que la tentative d'imposer un agenda ultralibéral sur une société majoritairement conservatrice par le biais de juges qui ne sont pas élus et en train de montrer des signes d'essoufflement et même de révolte.

La preuve, c'est que même des grands professeurs de droit comme Ruth Gavison ou Amnon Rubinstein émettent des réserves et même des critiques à l'égard de l'activisme judiciaire de la Cour suprême. Et tous les sondages indiquent ces dernières années que de moins en moins d'Israéliens ont confiance dans la Cour suprême.

Donc Mautner propose que les élites laïques israéliennes changent de tactique. Au lieu d'essayer d'imposer ses valeurs par le biais de juges non-élus, il faut que la vieille élite israélienne arrive à convaincre le peuple d'abandonner le particularisme juif pour le multiculturalisme. Mautner en appelle à la vieille élite à convaincre le peuple qu'il faut abandonner l'État-nation juif, et changer l'hymne national et le drapeau d'Israël pour exprimer les aspirations nationales et religieuses des Arabes.

Comme l'explique Mautner, les premiers sionistes voyaient dans le sionisme une alternative au judaïsme. Ils se dénommaient « Hébreux » ou « Israéliens » plutôt que « Juifs. » Mais, au grand chagrin de Mautner, de plus en plus d'Israéliens se définissent avant tout comme Juifs et non comme des Hébreux ou des Israéliens. Pire encore, certains intellectuels israéliens ont rejoint le camp adverse en défendant ouvertement l'idée d'un « État juif. » Donc les intellectuels ultralibéraux doivent se préparer à la contre-offensive en promouvant le post-sionisme.

Et c'est exactement ce qu'ils sont en train de faire.

Depuis que le premier Ministre de la Justice Pinhas Rosen téléphona à son associé du même cabinet d'avocats Moshe Zmora pour le nommer Président de la Cour Suprême, les élites d'Israël ont maîtrisé un art du népotisme qui favorise et reproduit l'uniformité intellectuelle. L'ancien Président de la Cour suprême Aaron Barak a tout fait pour empêcher que Ruth Gavison le remplace parce qu'elle s'était montrée critique de son activisme judiciaire (« elle a un agenda » avait dit Barak – comme si Barak, lui, n'avait pas d'agenda).

En janvier 2008, Barak déclara que la tentative du Ministre de la Justice de l'époque Daniel Friedman de réformer le système de nomination des Juges à la Cour suprême était susceptible de faire d'Israël un pays du tiers monde. En réalité, Israël est la seule démocratie occidentale dans laquelle les juges sont choisis par les juges. La réforme avortée de Daniel Friedman avait pour but de

donner une majorité aux élus du peuple dans la nomination des juges à la Cour suprême.

La sélection des juges par les juges, telle qu'elle est pratiquée en Israël, a pour effet de perpétuer l'uniformité idéologique parce que les juges préfèrent sélectionner des candidats qui pensent comme eux. C'est pourquoi Barak a bloqué la candidature de Gavison, et c'est pourquoi la Cour suprême d'Israël n'est pas représentative des valeurs de notre société.

Le même népotisme intellectuel règne dans nos universités. Il y a quelques mois, le Dr. Ran Baratz a perdu son emploi au département de philosophie à l'Université hébraïque de Jérusalem à cause de ses idées politiques. Alors qu'il a reçu son doctorat avec honneurs et qu'il était l'un des enseignants les plus appréciés par les étudiants, il a commis le « crime » de ne pas se conformer à la ligne politique et idéologique de son département.

Il y a quelques mois, le professeur Zeev Sternhell de l'Université hébraïque de Jérusalem a publié un article dans le journal *Haaretz* pour expliquer que la gauche mérite d'avoir un monopole dans les universités parce que seule la gauche veut la paix. Dans le même article, Sternhell se plaint du fait que de nouveaux instituts privés en Israël « osent » essayer de remettre en cause les idées de gens comme lui.

C'est que, explique Sternhell, la droite israélienne n'a jamais réussi à produire de vrais intellectuels. Donc, parce qu'il n'y a pas d'équivalent israélien de Raymond

Aron ou de Milton Friedman, la droite israélienne essaie d'intimider des intellectuels tels que Zeev Sternhell à travers le Centre Shalem (un think-tank conservateur) et à travers Im Tritz (un mouvement étudiant sioniste).

Le fait qu'il n'y ait pas d'équivalent israélien de Raymon Aron et de Milton Friedman est partiellement vrai. Et il y a également une raison pour cela : les départements de sciences humaines et de sciences sociales en Israël ont tout fait, et continuent de tout faire, pour empêcher l'émergence de tels intellectuels. Zeev Sternhell appartient à ce cartel d'intellectuels qui empêche les gens qui ne pensent pas comme lui d'avoir une carrière universitaire dans les départements de sciences humaines et de sciences sociales. Et Sternhell se plaint du fait que les dissidents, parce qu'ils sont écartés des carrières universitaires, essaient de s'exprimer ailleurs.

Sternhell, cependant, est sioniste. Il s'oppose à toute présence juive au-delà de la ligne verte, mais pense que les Juifs constituent une nation qui dispose du droit à disposer d'elle-même. Mais Sternhell a également contribué à créer un monopole intellectuel en Israël, un monopole qui est en train d'abandonner le sionisme.

Pourquoi ? À cause de l'échec du processus d'Oslo que des gens comme Sternhell ont soutenu avec enthousiasme dans les années 1990. Il y a eu en gros deux réactions, au sein de la gauche israélienne, à la tentative avortée d'arriver à la paix et à la normalité. Certains ont viré vers la Droite, alors que d'autres ont tout simplement cessé de soutenir le sionisme.

Les deux exemples les plus révélateurs sont ceux de Benny Morris et d'Avi Shlaim. Tous deux sont des historiens israéliens qui s'étaient autoproclamés « nouveaux historiens » il y a deux décennies avec pour but déclaré de détruire ce qu'ils appelaient les « mythes fondateurs d'Israël. » Tous deux se déclaraient ouvertement et fièrement de gauche. Et tous deux publièrent plus ou moins à la même époque une histoire du conflit israélo-arabe : Morris publia *Victimes* en 1999 et Shlaim publia *Le Mur de Fer* en 2000. Les deux livres sont très critiques d'Israël et affirment en gros que la paix est possible avec les Palestiniens en revenant à l'Israël d'avant 1967.

Et puis il y a eu Camp David et la deuxième Intifada. C'est toujours humiliant quand la réalité contredit votre théorie. L'échec du processus d'Oslo fut un choc pour Morris et Shlaim, et ils réagirent à ce choc de façon inverse. Morris ne croit plus à la paix et affirme qu'Israël doit lutter pour sa survie quelles qu'en soient les conséquences morales. Quant à Shlaim, il ne croit plus au sionisme, et il est prêt à sacrifier Israël sur l'autel de la morale universelle.

Dans une interview qu'il donna au journal *Haaretz* en 2004, Benny Morris se compara à Albert Camus. De la même manière que Camus mit sa mère avant ses idéaux politiques pendant la guerre d'Algérie, Morris met la survie de son peuple avant les principes moraux universels. Dans la même interview, Morris dit qu'il regrette qu'Israël n'ait pas expulsé tous les Arabes en 1948, et qu'il serait souhaitable de procéder à une telle expulsion de masse en cas de guerre généralisée.

Avi Shalim, quant à lui, met les principes moraux universels avant la survie de son peuple. Si le sionisme est incompatible avec ces principes à cause de l'insolubilité du conflit avec les Arabes, eh bien tant pis pour le sionisme. Shlaim affirme aujourd'hui que le sionisme est le pire ennemi du peuple juif et qu'Israël est une honte pour les Juifs.

C'est cela la nature de notre combat aujourd'hui. Si nous ne pouvons pas arriver à la paix et à la normalité à cause du refus implacable de nos ennemis de nous accepter, alors cela signifie effectivement que le sionisme est incompatible avec la paix et la normalité. Et donc nous devons faire nos choix et décider ce qui nous importe le plus : un État juif sans la paix, ou la paix sans un État juif. Les post- et antisionistes ont choisi la deuxième voie. Et leur influence en Israël va en grandissant.

Ce n'est pas un hasard si un nombre croissant d'universitaires israéliens tournent leur dos au sionisme. L'académie israélienne fut fondée par des Juifs idéalistes qui haïssaient le nationalisme. Martin Buber et Yehuda Magnes, les deux figures emblématiques de l'Université hébraïque de Jérusalem dans les années 1930, étaient contre l'établissement d'un État juif. Ils plaidaient en faveur d'un État binational, d'un retour des réfugiés palestiniens, et d'une cessation de l'aliyah.

Pourquoi ? Parce qu'ils croyaient en une pureté morale à laquelle les Juifs devaient, selon eux, adhérer. Et parce que le nationalisme, le pouvoir et la

souveraineté créent des conflits avec les autres nations, ils sont donc incompatibles avec la pureté morale.

Les héritiers intellectuels de Buber et de Magnes dans les départements de sciences humaines et de sciences sociales étaient prêts à accepter le sionisme tant qu'ils croyaient aux perspectives de paix et de normalité. Mais cette croyance s'étant avérée illusoire, ils ont retiré leur soutien au sionisme.

D'où la théorie de Shlomo Sand qu'il n'y a pas de peuple juif et que nous n'avons donc pas besoin d'un État juif. Et d'où l'appel d'Avraham Burg d'annuler la Loi du Retour et de cesser de définir Israël comme un État juif.

Et donc, à côté des réalisations époustouflantes et des succès matériels d'Israël, si les prochaines générations d'Israéliens pensent que le pays ne doit pas exister, aucun montant d'avions de chasse et de sociétés de high-tech ne pourra nous protéger. Sans détermination juive à se battre et sans la foi juive que ce combat doit être mené et gagné, Israël sera perdu **חט ושלום**.

Mais Israël doit gagner. Et c'est pourquoi les Sionistes en Israël et dans la Diaspora doivent reprendre le combat, ensemble.

Nous, en Israël, nous sommes au front pour tout le peuple juif. Nous envoyons nos enfants à l'armée, nous bravons le terrorisme et les missiles, et nous sommes les acteurs du retour à Sion. Mais les Juifs de Diaspora font partie du même combat. Et nous avons besoin de vous. Nous n'avons pas besoin des Juifs de Diaspora pour soutenir l'économie israélienne. L'économie d'Israël est l'une des plus performantes et avancées au monde. Mais nous avons besoin que vous soyez nos partenaires pour lutter contre la dé-légitimation d'Israël tant du dehors que du dedans.

Nous devons joindre nos efforts pour lutter contre la dé-légitimation et la « lawfare » dans le monde et pour gagner la bataille des idées menée contre le sionisme en Israël. Comment ? En soutenant les gens et les organisations qui mènent la lutte pour nous tous.

Après la seconde guerre du Liban, un groupe d'étudiants et d'officiers de réserve ont créé un mouvement de protestation nommé Im Tirtzu. Im Tirtzu signifie « si vous le voulez » en Hébreu. C'est une expression que Herzl rendit célèbre dans son livre *Altneuland* : אמ תרצו, אין זו הגדה – ce qui signifie: “Si vous le voulez, ça n'est pas un rêve.” Im Tirtzu a compris que les Israéliens ont perdu leur volonté commune de réaliser ensemble le rêve sioniste et que cette volonté commune doit être restaurée contre l'influence croissante des post-sionistes.

Im Tirtzu a restauré la fierté et l'espoir des jeunes Israéliens qui en ont assez du bourrage de crâne et des intimidations de leurs professeurs post et antisionistes. Im Tirtzu a mis fin à l'impunité des antisionistes en révélant le fait que c'est un

fond israélien, le New Israel Fund, qui finance la plupart des organisations qui ont témoigné contre Israël dans le Rapport Goldstone.

Im Tirtzu a mis fin à l'immunité des antisionistes en militant à la Knesset pour mettre en place une commission d'enquête parlementaire qui va enquêter sur le financement des organisations israéliennes qui mènent les campagnes de délégitimation et de « lawfare » contre Israël. Im Tirtzu a mis fin à l'impunité des antisionistes en convainquant les donateurs des universités israéliennes de ne pas donner leur argent aux universités dont les professeurs militent pour le boycott d'Israël.

Im Tirtzu est en train de rebâtir une société sioniste. J'ai eu le plaisir de rencontrer ses fondateurs. Ce sont de jeunes Israéliens qui ont la trentaine, qui sont mariés avec de jeunes enfants, qui travaillent dur et qui font leur périodes de réserve militaire. Ils viennent tous de familles laïques et ont grandi dans les quartiers aisés de la région de Tel-Aviv. Ils auraient pu travailler dans le high-tech, ne se soucier que de l'argent et immigrer en Amérique du Nord pour une vie plus sûre et plus confortable.

Mais au lieu de cela, ils ont décidé de sauver Israël de lui-même. Et ils ont réussi, pour la première fois, à mettre les post-sionistes sur la défensive. Ces jeunes gens sont des héros. Ils sont nos soldats et ils sont notre espoir. Et je vous invite à les aider. Je n'ai jamais fait cela auparavant dans ma vie. J'aurais pu continuer à gérer ma société et donner mes cours tranquillement à l'Université. Mais j'ai décidé de franchir ce pas à cause des dangers auxquels Israël fait face.

C'est également la raison pour laquelle j'ai décidé d'entrer en politique. Ça n'a pas été une décision facile, mais je ne peux plus être un spectateur passif. Je sais que je ne pourrai avoir un impact et défendre Israël dans le monde qu'en ayant une position gouvernementale officielle. Il y a quelques mois, j'ai annoncé ma décision officiellement : je suis candidat aux élections primaires du Likoud sur le poste réservé aux immigrants. Si je gagne, je serai le premier immigrant de France à être élu à ce poste. Et là aussi, je compte sur le soutien des Juifs de Diaspora qui veulent que leur voix soit entendue à la Knesset.

« Il suffit, pour que le mal triomphe, que les hommes de bien de fassent rien » disait Edmund Burke. C'est vrai. Et c'est pourquoi j'en appelle aux hommes de bien, aux Juifs de bien, à se mobiliser pour l'avenir de notre peuple et de notre patrie.

Comme l'a dit Stephen Harper : « l'existence et la persistance de la patrie juive sont un signe d'espérance. » Alors gardons cette espérance en vie en combattant et en gagnant le « quatrième combat » aussi bien en Israël que dans le monde. Si nous réussissons, nous aurons rempli notre devoir vis-à-vis de nos enfants et de nos petits-enfants. Et nous aurons aussi réalisé la prophétie de Herzl : « Le monde sera libéré par notre liberté, enrichi par notre richesse, grandi par notre grandeur. »